

**Art 2 :** La renonciation a la nationalite togolaise conferee par le present decret ne sera notifiee par les ambassades et consulats de la Republique togolaise aux beneficiaires qu'apres restitution des documents officiels **délivrés** par l'Etat, notamment le **certificat de nationalité**, la **carte d'identité nationale**, le **passeport** et tout autre document consulaire.

**Art 3 :** Le Garde des Sceaux, ministre de la Justice charge des Relations avec les Institutions de la République et le ministre des Affaires etrangeres et de l'Integration regionale sont charges, chacun en ce qui le concerne, de l'**exécution** du present decret qui sera **publié** au Journal officiel de la République togolaise.

Fait A Lome, le 30 mars 2009

Le President de la République

**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre

**Gilbert Fossoun HOUNGBO**

Le ministre des Affaires étrangères et de l'Intégration régionale

**Koffi ESAW**

Le Darde des Sceaux, ministre de la Justice charge des Relations avec les Institutions de la République

**Biossey Kokou TOZOUN**

**DECRET N° 2009-065/PR du 30103109**  
**portant modalites de gestion, de repartition et de suivi des aides**  
**et avantages d'ordre economique et financier accordés a la presse**

**LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,**

Sur le rapport du ministre de la Communication et de la Culture,

Vu la constitution du 14 octobre 1992 ;

Vu la loi n° 98-004/PR du 11 février 1998 portant code de la presse et de la communication modifiée par la loi n° 2004-015 du 27 août 2004 ;

Vu la loi organique n° 2004-021 du 15 decembre 2004 relative à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication ;

Vu le decret n° 2008-050/PR du 7 mai 2008 relatif aux attributions des ministres d'Etat et ministres ;

Vu le decret n° 2008-121/PR du 7 septembre 2008 portant nomination du Premier ministre ;

Vu le decret n° 2008-122/PR du 15 septembre 2008 portant composition du gouvernement, ensemble les textes qui l'ont modifié ;

Le conseil des ministres entendu,

**DECRETE :**

### **CHAPITRE 1<sup>er</sup> DISPOSITIONS GENERALES**

**Article premier :** L'Etat accorde annuellement à la presse des aides et avantages d'ordre economique et financier.

Ces aides et avantages se presentent sous forme d'aides a la collecte et a la transmission des informations.

**Art. 2 :** L'aide et les avantages mentionnés a l'article 18 cidessous sont répartis par une commission technique de gestion et de suivi des aides et avantages d'ordre economique et financier ci-après désignée «la Commission», créée par le present decret a cet effet.

### **CHAPITRE II - ATTRIBUTIONS DE LA COMMISSION TECHNIQUE DE GESTION ET DE SUIVI DE L'AIDE DE L'ETAT A LA PRESSE**

**Art. 3 :** La commission créée A l'article 2 ci-dessus est l'organe technique qui assure la gestion des aides et avantages d'ordre economique et financier de l'Etat A la presse, **procède** A la notation des postulants aux aides et avantages, selectionne les beneficiaires conformement aux conditions d'**éligibilité prévues** par le present decret.

Elle assure egalement la répartition des aides et avantages et **veille** au suivi de leur execution. La commission dresse rapport de ses activites au ministre de la Communication et de la Culture, au ministre de l'Economie et des Finances et au president de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication.

**Art. 4 :** La commission technique de gestion et de suivi de l'aide de l'Etat à la presse est composée de sept (7) membres designes comme suit :

- un (1) representant de la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication, president ;
- un (1) representant du ministere de la Communication et de la Culture, vice--president ;
- un (1) representant du ministere de l'Economie et des Finances, membre ;
  - trois (3) representants des organisations de presse, dont l'un est rapporteur et les deux autres sont membres ;
  - un (1) representant de l'Autorité de Reglementation des Secteurs des Postes et des Télécommunications, membre.

Le mandat des membres de cette commission est de deux (2) ans, renouvelable une seule fois.

**Art. 5 :** Les modalités de fonctionnement de la commission sont **fixées** par **arrêté** du **ministre** de la Communication et de la Culture.

**Art. 6 :** La liste nominative des membres de la commission est **fixée** par **arrêté** du **ministre** de la Communication et de la Culture, après leur désignation par leur institution d'origine.

**Art. 7 :** La commission technique de gestion et de suivi de l'aide de l'Etat à la presse **veille** à la bonne répartition de l'aide allouée par l'Etat.

Les frais de fonctionnement de la commission ne peuvent dépasser 1,5 % de l'aide financière allouée par l'Etat.

### CHAPITRE III - CONDITIONS D'ELIGIBILITE A L'AIDE DE L'ETAT A LA PRESSE

**Art. 8 :** Peuvent bénéficier des aides et avantages d'ordre économique et financier prévus par le présent décret, les entreprises de presse qui remplissent les conditions ci-après :

#### Pour la presse écrite :

- être constituée en une entreprise de presse ;
- Être détenteur d'un récépissé de déclaration de parution ;
- avoir un siège et un personnel ;
- avoir un caractère d'intérêt général quant à la diffusion de la **pensée** (instruction, éducation, information, distraction du public) ;
- avoir 51 % ou plus du capital social **détenus** par des personnes physiques ou morales de nationalité togolaise ;
- avoir un nombre de **journalistes détenteurs** de la carte de presse professionnelle au moins **égal** au tiers (1/3) de l'**équipe** rédactionnelle permanente employée dans la publication ;
- **paraître régulièrement** ou totaliser au moins 51% du nombre de **parution** correspondant à la **périodicité déclarée** ;
- ne pas consacrer plus du quart (1/4) de sa surface **rédactionnelle** à la publicité ou aux annonces ;
- exister au moins douze (12) mois révolus ;
- présenter un bilan financier de l'usage des fonds alloués par l'Etat au moins trente (30) jours francs après l'exercice budgétaire ;
- Être en **conformité** avec la loi n° 98-004 du 11 février 1998 **portant** code de la presse et de la communication, **modifiée** ;
- être en conformité avec la loi organique n° 2004-021 du 15 décembre 2004 relative à la Haute autorité de l'audiovisuel et de la communication.

#### Pour l'audiovisuel :

- être **détenteur d'une** autorisation d'installation et d'**exploitation** de l'entreprise audiovisuelle, délivrée **conformément** aux dispositions du code de la presse et de la communication et à celles de la loi organique relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;
- avoir 51 % ou plus du capital social de l'entreprise détenus par des personnes physiques ou morales de nationalité togolaise ;
- avoir 80 % du personnel de **nationalité** togolaise ;
- avoir un personnel dont le tiers (1/3) au moins est permanent ;
- avoir une grille des programmes **conforme** au cahier des charges de l'entreprise ;
- exister au moins douze (12) mois révolus ;
- diffuser un quota de **production** nationales fixe par la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;
- respecter les clauses du cahier des charges de l'entreprise ;
- Être en règle avec l'Autorité de Réglementation des Secteurs des Postes et télécommunications, notamment en **matière** de redevances sur les fréquences ;
- présenter un bilan financier de l'usage des fonds alloués par l'Etat au moins trente (30) jours francs après l'exercice **budgétaire** ;
- Être en conformité avec la loi n° 98-004 du 11 février 1998 **portant** code de la presse et de la communication, **modifiée** ;
- être en conformité avec la loi organique n° 2004-021 du 15 décembre 2004 relative à la Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication ;
- consacrer au moins 50 % de son temps d'antenne à la production nationale.

**Art. 9 :** La Haute Autorité de l'Audiovisuel et de la Communication **garantit** les conditions d'**éligibilité** à l'aide, assure l'**équité** de la répartition de l'aide et dresse chaque **année** rapport au gouvernement.

### CHAPITRE IV - MODALITES DE GESTION ET DE REPARTITION DE L'AIDE A LA PRESSE

**Art. 10 :** L'aide est allouée aux entreprises de presse qui remplissent les conditions d'éligibilité **prévues** à l'article 8 du présent décret.

Chaque entreprise de presse peut encaisser sa **quote-part** selon la **modalité** qu'aura retenue la commission technique de gestion et de suivi de l'aide de l'Etat à la presse.

**Art. 11 :** L'aide est fournie à toute entreprise de presse qui remplit les conditions d'éligibilité **prévues** par le présent **décret** et qui en **fait** la demande, au prorata de ce qui est **alloué** à l'ensemble de la presse par une commission technique de gestion et de suivi de l'aide de l'Etat à la presse.

**Art. 12 :** Les montants des allocations d'aides aux organes de la presse écrite sont fonction de la **périodicité** des parutions, du **tirage**, du nombre de pages et de la **qualité** de l'information.

**Art. 13 :** Les montants des allocations d'aide aux entreprises de presse audio et **télévisuelle** sont fonction de la production nationale, du temps d'antenne, de la **couverture** nationale des émissions, de la qualité des programmes et des équipements.

**Art. 14 :** Une **partie** de l'aide de l'Etat A la presse est affectée A la formation des journalistes et techniciens de la communication qui exercent dans **les** rédactions.

Le montant de la **partie** de l'aide **consacrée** A la formation des personnes visées par le présent article est **arrêté** d'un commun accord entre **les** entreprises de presse **intéressées** et la commission de gestion et de suivi de l'aide de l'Etat **à** la presse. Il en est de **même** pour **les** types de formations ainsi que les sujets **d'intérêt**.

**Art. 15 :** Pour déterminer le montant de l'aide A allouer à chaque entreprise de presse, la commission technique de gestion et de suivi de l'aide **procède**, sur un capital de cent (100) points, **à** une notation sur la base des **critères** suivants :

- en **règle** avec la Haute **Autorité** de l'**Audiovisuel** et de la Communication (HAAC) **et/ou** l'**Autorité** de **Réglementation** des Secteurs des Postes et des Telecommunications (10 points) ;
- **le siège** de l'entreprise de presse (15 points) ;
- l'emploi de journalistes professionnels (10 points) ;
- la déclaration du personnel A la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (10 points) ;
- **le caractère d'intérêt** général (5 points) ;
- la présence d'articles de fond (10 points) ;
- la **qualité** de la presse (10 points) ;
- la taille de l'entreprise (15 points) ;
- avoir un personnel **remunéré** (15 points).

La perte d'une **partie** des points cidessus **entraîne** le bénéfice **partiel** de l'aide.

**Art. 16 :** Toute sanction **prononcée** par la Haute **Autorité** de l'**Audiovisuel et** de la Communication (HAAC) fait perdre quinze (15) à trente (30) **points** à l'entreprise concernée. Les sanctions prononcées **par** l'**Observatoire** Togolais des Médias (OTM) font perdre dix (10) points.

Le cumul des infractions à la législation et à la réglementation nationale sur la presse et la communication entraîne la perte **partielle, totale** ou définitive de l'aide de l'Etat à la presse.

Le **retrait** d'au moins cinquante (50) points entraîne la perte définitive de l'aide. Il en va de **même** pour le prononcé de quatre (4) sanctions de la HAAC **et/ou** de l'OTM.

#### CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINALES

**Art. 17 :** Les aides et avantages **accordés** à la presse écrite et audiovisuelle dans **les** conditions **prévues** par le présent décret sont mis A la disposition de la commission de gestion et de suivi qui ouvre un compte pour les aides **financières**.

**Art. 18 :** Un **arrêté** du **ministre** de la Communication et de la Culture précisera, en tant que de **besoin**, **les** dispositions du présent **décret**.

**Art. 19 :** Le **ministre** de l'**Economie** et des Finances et le **ministre** de la Communication et de la Culture sont chargés, chacun en ce qui le **concerne**, de l'**exécution** du **présent décret** qui sera **publié** au Journal **officiel** de la **République togolaise**.

Fait à Lomé, le 30 mars 2009

Le Président de la République  
**Faure Essozimna GNASSINGBE**

Le Premier ministre  
**Gilbert Foussoun HOUNGBO**

Le ministre de la Communication et de la Culture  
**Oulégoh KEYEWA**

Le ministre de l'Economie et des Finances  
**Adji Otèth AYASSOR**